

INTERNATIONAL

# L'accès à la terre au Sénégal est un enjeu de compétition acharnée

**La pression urbaine grignote les dernières terres fertiles à proximité des lieux de consommation. En milieu rural, ce sont les entreprises étrangères et les hauts fonctionnaires qui s'accaparent des milliers d'hectares pour investir dans les agrocarburants, au détriment de l'agriculture familiale et vivrière.**

A l'heure où les projets «ville-campagne» fleurissent en Suisse et mettent en valeur la multifonctionnalité de l'agriculture<sup>1</sup>, l'agriculture urbaine de Dakar doit lutter pour sa survie. Le seul poumon vert de la ville de Dakar -deux sites maraichers exploités sur 150ha jouxtant des lacs formés par la nappe affleurante- est en train de se faire grignoter par la pression urbaine. La superficie de cet écosystème des *Niayes* a régressé de 10% en 30 ans. Les producteurs urbains cultivent la laitue, la tomate, l'aubergine locale (*jaxatu*), l'oignon et le chou sur des parcelles d'environ 0.1 hectare et ne possèdent pour la plupart pas de titre foncier. Ils sont en partie des paysans ruraux ayant quitté leur village et en partie des citadins des quartiers périphériques de Dakar en quête d'activité génératrice de revenus.

national de l'assainissement est récurrent. Le projet pilote de sauvegarde des zones vertes de Dakar en a fait les frais en étant abandonné dès sa création. «Les producteurs, par peur d'un déguerpissement et au vu de la fragilité de l'accès à l'eau d'irrigation n'ont pas de vision à long terme de la gestion de leur sol et n'osent pas investir» commente Omar Cissokho, le secrétaire général de Provania, groupement de maraichers périurbains de Pikine<sup>2</sup>. Cette zone de dunes sableuses est en culture intensive depuis 20 ans. La proximité avec la mer, le climat semi-aride et l'exploitation importante de la nappe ont salinisé les eaux et risquent de saliniser les sols. Des quantités toujours croissantes de pesticides et engrais chimiques ainsi que des fumiers frais sont de plus en plus utilisés au détriment du compost,

Ces dernières années, les médias ont plusieurs fois décrié l'agriculture urbaine en reliant les épisodes de choléra et typhoïde aux pratiques de production urbaine. Une aubaine pour les investisseurs immobiliers qui ont profité de construire sur ces parcelles malgré un décret présidentiel. Les vendeuses préfèrent dorénavant se ravitailler dans les parcelles irriguées par des eaux de nappe et les consommateurs ont de plus en plus des préoccupations liées à leur santé. Sous cette pression et grâce à des projets de recherche-action, la Ville de Dakar (sous financement de la FAO) a finalement conclu des accords avec l'office national de l'assainissement pour fournir les sites d'agriculture urbaine en eaux traitées par les stations d'épuration et des systèmes d'irrigation par goutte-à-goutte pour minimiser les risques sanitaires pour les producteurs et les consommateurs. Cette reconnaissance de l'agriculture urbaine apporte un grand espoir aux producteurs, qui pourront dès lors se battre pour une vraie sécurité foncière et envisager d'adopter des stratégies à long terme de restauration de la matière organique et de la faune microbienne des sols ainsi que de lutte biologique contre les ravageurs, surtout si elle répond à une demande en produits frais de qualité, qui commence à se faire sentir. C'est ce qu'on appelle une initiative «win-win»...

en place des taxes d'importation sur le riz asiatique. Loin d'avoir amélioré les conditions des familles paysannes, la politique agricole de Wade atteint au droit à la terre des paysans et montre «la volonté du président de faire du Sénégal une terre d'agrobusiness<sup>3</sup>». Dans plusieurs régions, des industries étrangères et des hauts fonctionnaires ont pu ainsi s'accaparer plus de 130'000 hectares de terres, principalement pour les agrocarburants. Cerise sur le gâteau, en septembre 2009, l'Etat a imposé son syndicat unique pour tenter de récupérer le mouvement paysan et marginaliser le syndicat indépendant CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux, membre de Via Campesina, et qui regroupe 28 Organisations de Producteurs). «Un grave danger qui risque de désolidariser les paysans qui ont mis tant d'années de réflexions et d'efforts pour s'organiser (...) et une réelle question de démocratie<sup>4</sup>» ajoute Samba Gueye, président du CNCR et engagé au niveau du ROPPA (Réseau des organisations professionnelles des producteurs d'Afrique de l'Ouest). «Aujourd'hui, il n'y a plus de recherche agronomique au Sénégal<sup>5</sup>» renchérit Baganda Sakho, militant de la cause paysanne et maire d'une commune rurale du Sud-Est du Sénégal. Il explique que des semences de mauvaise qualité sont importées et distribuées dans le cadre des programmes du président Wade. Des semences hybrides ou OGM -qui rendent dépendants les paysans- ont remplacé les semences locales adaptées qui faisaient par le passé l'objet d'un suivi par l'ISRA (institut sénégalais de recherche agricole).

Anne Gueye-Girardet

## ECLAIRAGE

### La lutte de l'agriculture paysanne sabotée par les politiques agricoles du président Wade

Depuis 2000, début de la présidence d'Abdoulaye Wade, cinq ministres de l'agriculture se sont succédés et il n'y a pas de politique agricole cohérente, malgré l'ambition du chef de l'Etat d'accroître et de diversifier la production agricole à coup de milliards de francs CFA injectés dans différents programmes spéciaux : REVA (retour vers l'agriculture, 2006), GOANA (grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance, 2008, 50 milliards FCFA) et REVOLUTION RURALE (2009). Mais à chaque fois, ces initiatives ont été élaborées sans concertation avec les organisations paysannes et étaient vouées à l'échec, à l'exemple du riz produit localement qui se vend mal car plus cher que le riz importé. Les politiques n'ont pas mis

<sup>1</sup> Bourdin, D., Ruegg, J. et Salomon-Cavin, J., 2007 : de l'agriculture périurbaine au projet ville-campagne: quels enjeux pour la Suisse ?

<sup>2</sup> Gueye-Girardet, A., 2010: Évaluation des pratiques d'irrigation, de fertilisation et d'application de pesticides dans l'agriculture périurbaine de Dakar. Thèse.

<sup>3</sup> Défis Sud n° 89 (juin-juillet 2009): Les paysans sénégalais contre la cession de leurs terres, par M. Gueye.

<sup>4</sup> Source: prise de position du CNCR (mars 2010) et entretien avec l'Ipar (Initiative prospective agricole et rurale) sur www.cncr.org

<sup>5</sup> Le Courrier du 24.07.2010 : On ne gueule pas assez au Sénégal, par M. Rodriguez



Des nouveaux logements construits sur des remblais de déchets sur ce qui était des parcelles maraichères à Dakar

Les légumes cultivés sur ces deux sites fournissent le marché local de la capitale sénégalaise de 3 millions d'habitants et sont un maillon important de la sécurité alimentaire. Ils fournissent en outre de nombreux emplois, mais pourtant, l'agriculture urbaine risque de disparaître si la sécurité foncière et le cadre institutionnel ne sont pas améliorés. L'agriculture urbaine n'est pas prise en compte dans le plan directeur d'aménagement urbain, ni dans les stratégies de recherche agricole et agroalimentaire. Le manque de concertation entre les mairies, les ministères de l'agriculture, de l'urbanisme, de la santé et l'office

autrefois appliqué. Les sols ont donc été fragilisés avec un humus et une diversité microbienne réduits. Jusqu'en 2009, 25% des parcelles étaient irriguées quotidiennement avec des eaux usées domestiques non traitées, pour pallier à la salinité de l'eau de la nappe. Comme seule une faible proportion des eaux usées domestiques peuvent être traitées à la station d'épuration, les producteurs ont facilement pu accéder à ce type d'eau et ont construit tout un réseau qui alimente les différentes parcelles de leur site à partir d'une motopompe.

### La solution passe par la durabilité